

13e Rencontre du Réseau parlementaire pour l'égalité des genres (RPEG) de ParlAmericas

#ParlAmericasGEN

 **TITRE :** Renforcer la protection sociale au-delà de la COVID-19 : Ce que disent les données

 **THÈME :** Protection sociale, santé universelle, COVID-19, intégration de la dimension de genre, inclusion, intersectionnalité

 **DATES :** 13, 22 septembre et 4 octobre 2021

 **LIEU :** En ligne

 **PARTICIPANTS :** Plus de 210 parlementaires, adjoints parlementaires, représentants de la société civile et du gouvernement de 31 pays

 **HÔTE :** L'Assemblée nationale du Belize et la Chambre des sénateurs de la Bolivie



Cette activité s'aligne avec les ODD 1, 3, 5, 10 et 17.

La 13e Rencontre du PNGE s'est déroulée en trois sessions: un dialogue interparlementaire, un dialogue avec des représentants de la société civile et de la jeunesse, ainsi qu'une session plénière. Ces rencontres ont fourni un espace pour des échanges productifs sur les stratégies visant à renforcer les systèmes et les programmes de protection sociale de manière inclusive et sensible au genre afin de compenser les effets de la pandémie de COVID-19 et les causes structurelles des inégalités entre les genres et d'autres formes de vulnérabilité sociale. Garantir l'accès à des données désagrégées pour guider ces actions était également un objectif transversal.

L'[entretien principal](#) de la Rencontre a servi de base aux dialogues en présentant le concept de protection sociale et la manière dont il peut être un outil efficace pour faire progresser l'égalité des genres. La conversation a également porté sur les bonnes pratiques et approches en matière de protection sociale dans la région, soulignant comment les pratiques de conception et de mise en œuvre inclusives facilitent les réponses aux besoins spécifiques du public.

Tout au long des sessions virtuelles, les participants et les présentateurs ont insisté sur le fait que, pour tirer parti de tous les avantages de la protection sociale - y compris une réduction de la pauvreté, une plus grande inclusion sociale et une croissance économique accrue - les décideurs doivent appliquer une optique de genre dans leur travail, en s'appuyant sur les données et les outils disponibles et en tenant compte de l'intersectionnelle.

Les participants ont également affirmé dans les dialogues qu'une telle approche est nécessaire pour la réponse complexe et continue à la pandémie et le processus de reprise à la suite de cette dernière. Des échanges ont eu lieu sur les initiatives qui ont été couronnées de succès et sur les lacunes qui subsistent à cet égard. Les processus de reprise après la COVID-19 ont été considérés comme une occasion de renouveler le contrat social si les décideurs peuvent répondre efficacement aux besoins les plus pressants de la population, et en particulier de ceux qui ont historiquement fait face, et continuent de le faire, à l'exclusion et aux inégalités.

Parmi les références et les documents clés présentés au cours de la Rencontre, on peut citer:

- [Suivi de la réponse mondiale en matière de genre COVID-19 \(en anglais\)](#), PNUD et ONU Femmes, 2021
- [Panorama social de l'Amérique latine 2020 \(en anglais\)](#), CEPALC, 2020
- [Intégration du genre dans les stratégies et les programmes de protection sociale \(en anglais\)](#) ONU Femmes et UNICEF, 2021
- [Rapport de synthèse sur le statut des femmes et des hommes - Les impacts de la COVID-19 \(en anglais\)](#) ONU Femmes Caraïbes, 2021
- [L'autonomie économique des femmes dans une relance durable et égalitaire \(en anglais\)](#) CEPALC, 2021

TEMPS FORTS DES SESSIONS

Discours d'ouverture par:

- L'honorable **Valerie Woods** (Belize), Présidente de la Chambre des représentants
- La Sénatrice **Gladys Alarcón Farfán** (Bolivie), 1ère Secrétaire de la Chambre des Sénateurs
- La membre de la Chambre des députés **Maya Fernández Allende** (Chili), Présidente du RPEG 2019-2021
- L'honorable **Kevin Bernard** (Belize), Ministre de la jeunesse, des sports et de la gouvernance électronique

Panel sur la protection sociale au-delà de la COVID-19 :

- La Sénatrice **Natalie Campbell-Rodrigues** (Jamaïque), Vice-présidente pour les Caraïbes du RPEG de ParlAmericas
- M. **Carlos Maldonado** (CEPALC)
- Mme **Zahrah Nesbitt-Ahmed** (UNICEF, Bureau de la recherche - Innocenti)
- Mme **Claudia Brito Bruno** (FAO)

Présentations sommaires sur les dialogues de la Rencontre par:

- Mme **Alicia Wallace** (Équité Bahamas)
- Mme **Floridalma López Atz** (Parlement guatémaltèque pour les enfants et les adolescents)

Présentations sur les expériences parlementaires en matière de promotion de la protection sociale inclusive pendant la COVID-19 par :

- L'honorable représentante **Jezmi Barraza** (Colombie), vice-présidente pour l'Amérique du Sud du PNGE
- L'honorable sénatrice **Dr. Marie-Françoise Mégie** (Canada)
- Membre de la Chambre des députés **Jimena López** (Argentine)
- L'honorable ministre Dr. **Adis King** (Dominique)
- La membre de l'Assemblée nationale **Kayra Harding** (Panama)
- La membre de l'Assemblée nationale **Isabel Henriquez** (Équateur)
- La membre de l'Assemblée nationale **Irma Dávila** (Nicaragua)

Remarques finales par :

- L'honorable **Bridgid Annisette-George** (Trinité-et-Tobago), présidente de la Chambre des représentants et vice-présidente de ParlAmericas
- L'honorable **Alincia Williams Grant** (Antigua-et-Barbuda), présidente du Sénat et membre du Conseil d'administration de ParlAmericas

Principaux points à retenir du dialogue interparlementaire (13 septembre)

- La pandémie a aggravé une situation de faible croissance économique et d'instabilité sociale dans la région, creusant les écarts structurels et les inégalités. En guise de réponse, les mesures de protection sociale doivent être étendues afin de fournir un accès universel aux services qui atténuent les répercussions de la pandémie.
- Les taux de pauvreté augmentent, en particulier chez les femmes, et l'extrême pauvreté est en hausse. Le chômage augmente également, touchant particulièrement les femmes. Ces lacunes nécessitent une attention particulière par le biais de programmes et de politiques de protection sociale.
- Il est important de prendre en compte de manière proactive les facteurs de risque afin de créer des politiques publiques plus résilientes. Les mesures sanitaires, le surpeuplement et l'accès limité aux services de base sont des facteurs négatifs pour les personnes vivant dans la pauvreté et doivent être pris en compte parallèlement aux interventions dans d'autres domaines.
- L'analyse des problèmes sociaux et la mise en œuvre de solutions doivent se faire dans une optique de genre intersectionnelle. Au cours de la pandémie de COVID-19, les enfants, les jeunes, les personnes âgées, les femmes, les migrants, les travailleurs informels, les travailleurs domestiques, les personnes handicapées, les personnes sans domicile fixe, les populations rurales, indigènes et d'origine africaine ont tous fait partie des groupes de population touchés de manière disproportionnée.
- Les répercussions de la pandémie sur la santé et les mesures d'endiguement connexes, ainsi que les difficultés d'accès aux services de soins en raison de questions de couverture, de ressources et d'infrastructures, ont eu un impact disproportionné sur les femmes. Les responsabilités en matière de soins ont été assumées principalement par les femmes, conformément à la répartition traditionnelle et inégale des tâches entre les sexes. Investir dans l'économie des soins peut contribuer à corriger ces déséquilibres.
- L'incidence accrue de la violence fondée sur le genre, l'insécurité alimentaire et la sous-alimentation sont d'autres problèmes qui ont particulièrement touché les femmes vivant en milieu rural, autochtones et d'origine africaine.

- Les programmes de protection sociale peuvent être des accélérateurs du processus de rétablissement de la région en tant qu'investissements dans le capital humain et la dignité humaine. Investir financièrement dans les femmes et les filles en particulier, avec une approche globale de la vie, a une valeur énorme.
- Les [Objectifs de développement durable](#) (ODD) sont un outil efficace pour évaluer les données, concevoir des programmes et s'assurer que les efforts sont concentrés là où les besoins sont les plus grands.
- L'[Engagement de Santiago](#), qui vise à donner la priorité au renforcement du mécanisme national de promotion des femmes et à l'intégration de la dimension genre à différents niveaux, peut fournir des orientations politiques utiles et un point de départ percutant pour les efforts de rétablissement.
- Il est important d'adopter une approche souple, réactive et fondée sur les données lors de la conception et de la mise en œuvre de nouveaux programmes. Les décideurs doivent travailler aux côtés des femmes et des experts sur les genres pour créer des initiatives transformatrices.
- La protection sociale doit être complétée par des interventions sur des questions telles que la prévention de la violence et l'éducation afin d'atteindre ces objectifs. Les gouvernements doivent également créer un environnement macroéconomique favorable pour permettre l'allocation de ressources suffisantes à ces programmes.

Principaux points à retenir du dialogue parlementaire avec les représentants de la société civile et de la jeunesse (22 septembre)

- La pandémie a amplifié la nécessité d'un dialogue permanent avec la population afin de s'assurer que les divers besoins du public sont compris et abordés directement. L'accent doit être mis sur les personnes les plus vulnérables dans un contexte donné.
- Les jeunes doivent faire partie de ceux qui sont inclus dans les processus de prise de décision. Outre la création d'avenues pour une participation significative, les parlements peuvent également créer des opportunités et des programmes pour encourager le leadership des jeunes.

- Les données quantitatives et qualitatives (y compris les histoires et les expériences vécues des individus) sont des éléments précieux et nécessaires à la création de lois, de politiques et de programmes de qualité.
- L'accès aux ressources et aux services liés à la santé mentale et à la santé reproductive doit être une partie essentielle des considérations de soins de santé dans tous les contextes de crise, y compris pendant la COVID-19. L'accent doit également être mis sur la garantie de l'accès aux vaccins et le soutien aux professionnels de la santé.
- Les crises illustrent et exacerbent les inégalités, ce qui signifie que certains individus sont devenus plus vulnérables pendant la pandémie. Par exemple, les personnes qui risquaient de subir des violences domestiques avant la pandémie sont devenues encore plus vulnérables pendant les restrictions de sortie liées à la COVID-19.
- Il est important de combler le fossé numérique. L'inégalité d'accès à l'internet ou aux appareils électroniques nécessaires a affecté l'éducation et l'emploi.
- Les programmes et les soutiens durables qui favorisent l'accès des jeunes à l'emploi, à l'éducation et au financement, ainsi que d'autres ressources, peuvent tous être explorés. L'agriculture et l'entrepreneuriat sont deux domaines d'intérêt particulier.
- Des relations internationales solides qui permettent le partage des connaissances et des bonnes pratiques peuvent contribuer à l'identification et à la mise en œuvre réussie de nouveaux programmes sociaux.
- Des collaborations efficaces entre les gouvernements et les organisations de la société civile, de même qu'entre les secteurs public et privé, contribuent à un meilleur accès à l'information et peuvent améliorer les processus de conception et de mise en œuvre des politiques.



L'honorable VALERIE WOODS (Belize), présidente de la Chambre des représentants et co-hôte de la Rencontre

L'adoption d'une approche sexospécifique pour renforcer nos systèmes de protection sociale ... nécessite l'accès à des informations de qualité sur les expériences vécues par la population, à des outils de soutien, tels que les accords internationaux, et à des données désagrégées, ainsi que leur utilisation efficace - autant d'éléments qui fournissent une orientation essentielle pour le travail législatif et politique sur la protection sociale, qui répond à la fois aux besoins immédiats et nous aide à construire une résilience à long terme, en surmontant certaines des causes profondes de la vulnérabilité.



L'honorable BRIDGID ANNISETTE-GEORGE (Trinité-et-Tobago), présidente de la Chambre des représentants et vice-présidente de ParlAmericas

Le renforcement de nos systèmes de protection sociale ne pourrait pas mériter davantage notre attention en tant que législateurs et décideurs politiques. Cette pandémie continue de nous lancer des défis inattendus. Nous devons nous assurer que nous garantissons les protections, les services et les droits fondamentaux qui sont dus à chaque individu, en particulier aux femmes et aux filles.



L'honorable ALINCIA WILLIAMS GRANT (Antigua-et-Barbuda), présidente du Sénat et membre du Conseil d'administration de ParlAmericas

Si nous voulons reconstruire un avenir plus solide et plus résilient malgré les nombreuses incertitudes auxquelles nous pouvons nous attendre, nous aurons besoin de perspectives et de contributions plus diverses. Des contributions sur les soins de santé équitables, sur la fin de la violence fondée sur le genre, sur la formation et l'éducation, sur les protections sur le lieu de travail, sur la sécurité des revenus et bien d'autres choses encore. Nous devons tous aborder ces conversations avec un esprit ouvert à des points de vue différents que nous n'aurions peut-être pas envisagés. C'est ce qui rend nos démocraties plus fortes.



Sénatrice GLADYS ALARCÓN FARFÁN (Bolivie), 1ère Secrétaire de la Chambre des sénateurs, parlement co-hôte de la Rencontre.

La pandémie a eu des effets spécifiques sur les femmes, avec une augmentation de la violence et des inégalités économiques et sociales fondées sur le genre ... Il est essentiel [pour répondre à ce défi] d'appliquer une optique de genre intersectionnelle dans l'analyse, et d'inclure les femmes et les jeunes dans la prise de décision pour s'assurer que les mesures répondent aux besoins spécifiques des groupes les plus touchés



Membre de la Chambre des députés MAYA FERNÁNDEZ ALLENDE (Chili), Présidente du RPEG (2019-2021)

La crise complexe que nous traversons doit être considérée comme une occasion historique de renforcer les programmes et les systèmes de protection sociale dans le cadre d'un paradigme inclusif, en reconnaissant que des systèmes de protection sociale bien conçus, centrés sur l'utilisateur et fondés sur des données probantes réduisent non seulement la pauvreté et les inégalités, mais peuvent également avoir un effet positif sur la démocratie, la cohésion sociale et la croissance économique durable.



Sénatrice VERÓNICA CAMINO FARJAT (Mexique), présidente du RPEG (2021-2023)

Il s'agit d'un dialogue très important... Les problèmes que rencontrent nos jeunes ne se limitent pas aux étudiants; nous parlons également des jeunes travailleurs, des problèmes de santé mentale et de la violence domestique... Nous devons relever le défi que nous lançent les jeunes afin d'améliorer la situation et de travailler depuis nos parlements respectifs de manière créative, en nous appuyant sur notre connaissance des cadres juridiques de chacun de nos pays.

Comité exécutif du Réseau parlementaire pour l'égalité des genres

Suite aux élections qui ont eu lieu lors de la session plénière de l'assemblée, le comité exécutif du RPEG est désormais composé de :

Présidente

- La Sénatrice **Verónica Camino Farjat** (Mexique)

Vice-présidente - Amérique du Nord

- L'honorable sénatrice **Mobina Jaffer** (Canada)

Vice-présidente - Caraïbes

- La Sénatrice **Natalie Campbell-Rodriques** (Jamaïque)

Vice-présidente - Amérique centrale

- L'honorable membre de l'Assemblée nationale **Kayra Harding** (Panama)

Vice-présidente - Amérique du Sud

- L'honorable représentante **Jezmi Barraza Arraut** (Colombie)



Déclaration

La session plénière de la Rencontre (4 octobre) s'est terminée par la lecture de la [déclaration](#). Parmi les engagements adoptés par les délégations parlementaires convoquées figurent :

- Défendre les principes d'universalité et de solidarité de la protection sociale fondés sur la dignité humaine et l'inclusion sociale, en accordant une attention particulière aux groupes de population qui ont historiquement rencontré des difficultés pour accéder à la protection sociale, en reconnaissant la centralité de la non-discrimination, de l'égalité des genres et l'importance de répondre aux besoins spécifiques des personnes les plus vulnérables.
- Poursuivre l'expansion nécessaire des programmes de protection sociale existants pour les enfants, en facilitant l'accès à la nutrition, à l'éducation et aux services de santé pour les filles, les garçons et les adolescents, en reconnaissant qu'il s'agit de droits de la personne, et en intégrant des services de garde d'enfants et l'octroi d'un congé parental universel, afin de prévenir et de réduire la pauvreté des enfants et d'éradiquer le travail des enfants.
- Insister sur la nécessité de faciliter l'accès aux systèmes et aux programmes de protection sociale, en utilisant les nouvelles technologies chaque fois que cela est possible, et en s'attaquant aux risques d'exclusion associés à des caractéristiques telles que le genre, le handicap, l'origine ethnique et la situation professionnelle.
- Exiger des autorités compétentes qu'elles recueillent des données désagrégées, ainsi que des témoignages et des informations quantitatives et qualitatives de première main, en particulier auprès des femmes, des peuples autochtones, afrodescendants et indodescendants, et d'autres groupes traditionnellement sous-représentés dans les processus décisionnels, afin de les utiliser dans la création, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des systèmes et des programmes de protection sociale.
- Maintenir un dialogue constant sur la protection sociale avec les institutions compétentes et la société civile afin d'éclairer nos actions législatives concernant ces questions et de veiller à ce que les programmes et les prestations existants soient largement connus, compris et accessibles par la population bénéficiaire.
- Défendre et garantir l'augmentation annuelle des dépenses publiques pour les programmes de protection sociale, y compris dans le contexte des mesures d'austérité et de la contraction fiscale causée par les effets économiques des crises, comme celle de la pandémie de COVID-19.



Les ordres du jour complets ([13](#), [22](#) septembre et [4](#) octobre), le [communiqué de presse](#), les podcasts des interviews des orateurs principaux (en [anglais](#) et en [espagnol](#)), la [liste des enregistrements vidéo](#) et les [présentations](#) de cette activité sont accessibles sur le [site web de ParlAmericas](#).

PARLEMENTS REPRÉSENTÉS



Antigua-et-Barbuda



Argentine



Barbade



Belize



Bolivie



Brésil



Canada



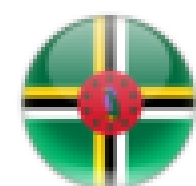
Chili



Colombie



Costa Rica



Dominique



Équateur



Guatemala



Guyana



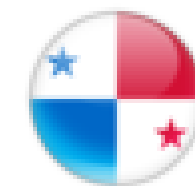
Jamaïque



Mexique



Nicaragua



Panama



Paraguay



République Dominicaine



Sainte-Lucie



Suriname



Trinité-et-Tobago



Uruguay

PARTENAIRES ORGANISATEURS





ParlAmericas est l'institution qui promeut la **DIPLOMACIE PARLEMENTAIRE** dans le **SYSTÈME INTERAMÉRICAIN**



ParlAmericas intègre **l'ÉGALITÉ DES GENRES** en préconisant l'autonomisation politique des femmes et l'application d'une perspective d'analyse du genre dans le travail législatif



ParlAmericas travaille pour renforcer la démocratie et gouvernance en accompagnant les **PROCESSUS ÉLECTORAUX**



ParlAmericas est composé des **35 ASSEMBLÉES LÉGISLATIVES** des pays d'Amérique du Nord, Centrale et Sud, et des Caraïbes



ParlAmericas promeut les **PARLEMENTS OUVERTS** en renforçant les principes de transparence, responsabilisation, participation citoyenne, et éthique et probité



ParlAmericas organise des consultations and développe des **PARTENARIATS MULTI-PARTIES PRENANTES** avec des jeunes leaders et des organisations de la société civile



ParlAmericas facilite l'échange des **BONNES PRATIQUES** parlementaires et promeut le **DIALOGUE POLITIQUE COOPÉRATIF** dans la poursuite des Objectifs de développement durable



ParlAmericas encourage les politiques et mesures législatives pour atténuer et s'adapter aux effets du **CHANGEMENT CLIMATIQUE**



Est basé à **OTTAWA, CANADA**

Secrétariat international de ParlAmericas

703 - 155 rue Queen, Ottawa, Ontario, K1P 6L1 Canada

Téléphone : + 1 (613) 947-8999

Courriel : info@parlamericas.org

